

# Le pouvoir a-t-il participé à l'assassinat du chanteur kabyle

# Enigme à l'algérienne

Les ongles manucurés, le jeune homme en tee-shirt Chevignon se présente poliment à l'écran comme un «membre du GIA» et raconte sans façons comment son commando tendit l'embuscade mortelle contre le chanteur Matoub Lounès, le 25 juin 1998. «On a décidé le matin cette action quand on a vu qu'il descendait en voiture à Tizi Ouzou.» Se revendiquant de la même équipe, surgit ensuite un dénommé Saïd qui explique, lui, que «l'embuscade était préparée depuis une semaine». Libres, bien nourris, ils énumèrent une liste de sept personnes qui seraient «dans le coup». C'est en regardant ce documentaire à la télévision nationale algérienne, où même la météo ne se prévoit pas sans l'aval du pouvoir, que des magistrats en charge du dossier Matoub Lounès ont appris l'existence de ces «coupables». Depuis la mort du chanteur chéri de Kabylie, qui mit la région au bord de l'émeute, au moins une dizaine d'«islamistes», morts ou vifs, ont ainsi été présentés comme ses assassins.

Il y a quelques semaines encore, aucune enquête, aucun interrogatoire de ces hommes ne figurait au dossier d'instruction. Il n'y a pas de rapport d'autopsie, ni d'analyse balistique. Ni de reconstitution.

En Algérie, ce déferlement de coupables n'a pas surpris. En neuf ans de violences, on s'est habitué à l'opacité. L'assassinat de Lounès ne fait pas exception.

Mais cette fois, il y a un grain de sable. Il s'appelle Malika Matoub et personne ne l'avait vu venir. Juste après le meurtre de son frère, elle déclarait, catégorique: «Matoub est victime de l'islam baathiste et de sa version armée: le terrorisme islamiste.» Aujourd'hui, avec sa mère, elle anime une fondation qui s'est fixé pour but de «connaître la vérité». Dans son appartement parisien, Malika s'énervait: «Cessons de trouver de faux assassins. Nous n'accepterions pas un simulacre de procès destiné à tromper l'opinion et à clore le dossier. Nous exigeons une véritable enquête.» Depuis l'Algérie, un message lui est parvenu en décembre, transmis à un proche par des inconnus masqués: «Ne t'en mêle plus.» En vain. L'affaire Matoub est en train de devenir l'histoire d'un impossible enterrement.

## Années 80, un révolté kabyle

C'était en juin 1998. Matoub est à Paris. Il vient de terminer l'enregistrement de son dernier disque. Il rentre à Taourirt-Moussa, son village près de Tizi Ouzou, dans cette maison de montagnard kabyle dont il a fait la plus belle du village. «Sa porte était toujours ouverte. Il trébalaît tous les fous du village dans sa Mercedes. Il aimait avoir du monde autour de lui», raconte Fodil. Né dans la maison à côté, il est l'ami d'enfance, le confident. Il se souvient de chaque date: 1979, le premier disque de Matoub et, tout de suite, le succès. Dans sa région, Lounès devient beaucoup plus qu'un chanteur, le symbole d'une forme très algérienne de révolte contre le système, plus viscérale que politique. «Dans la rue, des gens l'imitaient», raconte Mohamed, un de ses copains de Taourirt-Moussa. Ses sorties provoquaient de petites émeutes. Avant chaque manifestation d'envergure, la police venait lui chercher des histoires pour qu'il la ferme.»

Avec l'émergence du MCB (Mouvement culturel berbère) au début des années 80, Matoub chante, défie, défie le pouvoir du parti unique qui impose la monoculture arabo-musulmane. Au-delà de la contestation du régime, Lounès est consumé par une cause: la reconnaissance de la langue et de la culture kabyles. «Tête brûlée, il aimait la provocation, aller trop loin,

repréend Mohamed. Dès qu'il voyait un flic, il accélérât. Il n'y avait que lui pour se permettre ça. Il y avait un côté sacrificiel chez lui.»

En octobre 1988, alors qu'Alger est paralysée par des manifestations de jeunes, Lounès est interpellé à un barrage en Kabylie pendant qu'il distribue des tracts appelant au calme. Les gendarmes s'agitent. «Retenez vos chiens», assène Lounès à leur chef. Cinq balles, tirées à bout portant, en feront un grand blessé à vie. En 1991, le Front islamiste du salut gagne les élections. Lounès en pleure. Il prend position au côté du RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie), où se retrouve une fraction des militants berbères du MCB et qui s'oppose à toute «solution politique» de la crise, prônant une guerre totale contre les maquisards islamistes. Depuis toujours, les armes, la violence font partie de son univers. Désormais, il ne sort plus sans sa kalachnikov. «Il fonctionnait aux tripes et c'est tout. Matoub n'était pas un militant classique, un homme d'appareil», raconte Fodil.

1994,

## les ombres d'un enlèvement

En 1994, en Kabylie, alors que Lounès boit une bière dans un café, il est enlevé, séquestré puis relâché par un commando armé. Attribuée officiellement au GIA, cette action est restée entourée d'ombre. L'évoquer, c'est rallumer cette polémique: qui fait quoi? qui manipule qui? La version la plus souvent avancée aujourd'hui, même dans les cercles du pouvoir, évoque des maquisards bien réels mais manœuvrés dans l'ombre par des «ultras» de la cause berbère qui veulent se doter d'un martyr. «Convaincu au départ qu'il avait bien été victime de terroristes agissant au nom de l'islam, Matoub est devenu très susceptible sur cette affaire», reprend Fodil. «Il ne voulait plus en parler. Alors qu'il mettait toute sa vie en chanson, il n'en a jamais consacré une à cet événement. Cela restait comme une douleur, comme s'il n'était plus sûr de ce qui s'était passé. Mais le remettre en question lui aurait semblé un reniement.» Matoub en gardait une amertume. «Je suis une grenade dégoûtée, aime-t-il répéter. L'explose aux mains de ceux qui croient me contrôler.»

Quatre ans plus tard, en juin 1998, le chanteur tient à être au pays pour la sortie de son album: un concentré de Matoub avec, en prime, une version iconoclaste de l'hymne national. Même la date de sortie est une provocation: le 5 juillet, anniversaire de l'indépendance, la loi sur l'arabisation entre en vigueur. Concession aux islamistes modérés alliés au pouvoir, ce texte interdit l'usage du français dans l'administration, jusque-là bilingue. En Kabylie, toute mesure en faveur de la suprématie de l'arabe fait hurler: on s'attend à une vague de protestations. Mais cette fois, le climat est beaucoup plus trouble. Selon le Maol, un groupe d'officiers dissidents de l'armée réfugiés à Madrid et visiblement bien renseignés sur les rouages de l'Etat, des rencontres secrètes au-

«Tête brûlée, Matoub aimait la provocation, aller trop loin. Dès qu'il voyait un flic, il accélérât. Il n'y avait que lui pour se permettre ça. Il y avait un côté sacrificiel chez lui.» Mohamed, ami du chanteur



«a commandité, qui a manipulé les assassins de Matoub Lounès, héros kabyle disparu le 25 juin 1998? Qui sont ces «coupables» qu'on exhibe à la télévision, ou qui disparaissent sans laisser de traces? «Libération» a enquêté: le dossier d'instruction est presque vide, et des secteurs proches du pouvoir semblent impliqués.»

raient eu lieu entre de hauts dirigeants du RCD – parmi lesquels Norredine Aït-Hammouda – qui trouvent les autorités trop conciliantes face à l'islamisme et des généraux partageant les mêmes vues. Au cours d'une de ces réunions, se serait élaboré le projet d'un de ces coups d'Etat tordus, tout de bluff et manipulation, comme il s'en trame à chaque fois que la guerre des clans s'exacerbe au sommet de l'Etat. Des gradés, dont le Maol cite les noms, auraient affirmé que, si la direction de l'armée n'apprécie pas la loi d'arabisation, elle ne peut s'y opposer ouvertement et il serait plus habile que la mobilisation parte de la population elle-même. La Kabylie, en pleine effervescence à cause de cette loi, paraît le terrain le plus favorable. S'en prendre à l'un des symboles de la culture berbère serait une provocation susceptible d'allumer la mèche. Durant cette réunion, un dirigeant du RCD aurait affirmé qu'il se charge d'enflammer la Kabylie. Sans autre précision. Ces informations, diffusées par le Maol sur l'Internet, n'ont été ni démenties ni confirmées par le RCD, qui a refusé de nous répondre.

Ce 21 juin 1998, attablé avec Matoub dans un bistrot près de Tizi, Fodil, l'ami de toujours, reste perplexe. «Je ne l'avais jamais vu comme ça. Lui qui ne craignait jamais rien, il avait peur. Il se sentait suivi, parlait comme en langage codé, avec des phrases du genre: «Je me suis rendu compte de beaucoup de choses»... Fodil poursuit: «Je lui ai dit: quitte le pays.» Matoub s'obstine. Un problème privé le retient aussi. Il vient de se marier. Nadia a 20 ans. «Je venais d'avoir mon bac, raconte-t-elle. Je suis allée demander un autographe à Matoub.» «Il en est tombé amoureux fou. Il se sent mariés six mois plus tard», reprend Mohamed.

Le chanteur veut faire connaître Paris à sa jeune femme. Dès décembre 1997, pour lui obtenir un visa, il se tourne vers ses copains du RCD, notamment Saïd Saïd et Norredine Aït-Hammouda. En Kabylie, c'est quel qu'un. Fils du colonel Amirouche, héros de la guerre d'indépendance, ce député dirige aussi l'une des plus grosses équipes de «patriotes», ces milices de civils armés par les autorités. Alors qu'il faut quarante-huit heures à une personnalité politique pour obtenir un visa de court séjour, les intermédiaires ne semblent guère pressés. «Lounès pensait qu'on le faisait lanterner exprès. Il en était obsédé», raconte Malika, la sœur. De son côté, Nadia renchérit: «Ils avaient mon passeport... Cette histoire nous bloquait. J'avais l'impression d'être prisonnière. Matoub appelait presque tous les jours ses copains [du RCD] pour savoir où ça en était. Il racrochait furieux: «Demain je vais leur faire un scandale et leur bousiller leur local.» Et puis il se calmait.» Le couple s'enferme dans la peur. Et le visa n'est toujours pas là... «On n'arrêtuait pas de parler de cela avec Lounès. Qu'est-ce que ça cache? Est-ce volontaire?»

25 juin 1998,

## embuscade près de Tizi Ouzou

Le 25 juin, Matoub veut faire plaisir aux deux sœurs de sa femme: on ira déjeuner au Concorde, le grand restaurant de Tizi Ouzou. A 10h30, la Mercedes noire et ses quatre passagers quittent Taourirt Moussa. Il n'y a que deux routes. Au hasard, la voiture prendra l'une à l'aller, l'autre au retour. A table, Matoub est

Libération 26.01.2000